

Tr: JN

**Réunion de suivi de la 3^e Réunion technique régionale:
GIEC/ Connaissances en matière de changement climatique
Maison ACP - Bruxelles, 15 septembre 2016**

NOTE DE CONCEPT

Informations générales et contexte

La variabilité et le changement climatiques sont devenus l'une des plus grandes menaces à la réalisation de l'agenda 2030 relatif aux Objectifs de développement durable. Les catastrophes liées au climat constituent plus de 90% des catastrophes naturelles au niveau mondial, et devraient devenir plus fréquentes au fur et à mesure que les changements climatiques s'intensifient. Les phénomènes climatiques extrêmes conjugués aux conditions sociales précaires perturbent considérablement le fonctionnement des systèmes humain et naturel. Pour faire face aux risques climatiques et aux menaces qu'ils font peser sur le développement durable, une architecture pour la gouvernance mondiale du climat a été mise en place au niveau international, à travers la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC). La CCNUCC organise des rencontres annuelles entre les politiques et les décideurs de la planète, pour négocier et fixer des objectifs en matière d'émission mondiale ainsi que les seuils de température associés.

La gouvernance mondiale du climat s'appuie sur le rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour établir des conclusions concernant le seuil de la température mondiale moyenne. Cependant, les valeurs moyennes planétaires ne fournissent pas une indication exacte des efforts à déployer au niveau local. A titre d'exemple, une évolution de la température moyenne mondiale de 2 degrés peut se traduire par une hausse de la température locale de 3 à 6 degrés, et occasionner des effets irréversibles pour les systèmes humain et naturel, qui sont indispensables pour assurer le bien être, les moyens d'existence et la sécurité. Des mesures sont mises en œuvre à l'échelle locale pour faire face à l'adaptation et aux pertes et dommages causées par le changement climatique. Cependant, les informations factuelles disponibles au niveau local ne sont pas prises en compte dans le débat mondial sur le changement climatique.

Le processus de la CCNUCC fait obligation à chaque pays de soumettre ses Communications nationales, ses Plans nationaux d'adaptation ainsi que des documents connexes, qui fournissent une évaluation fiable du changement climatique et de ses effets au niveau local. L'évaluation du GIEC prime sur ces précieuses informations locales qui constituent le socle même des communications nationales et des rapports pertinents commandés par la CCNUCC.

Le GIEC s'appuie sur les publications scientifiques évaluées par des pairs, qui ne tiennent pas parfois compte d'un large éventail d'informations disponibles au niveau local, étant donné que les experts/scientifiques de la plupart des pays concernés ne peuvent pas honorer les frais élevés demandés par ces revues. A cela s'ajoute le fait que les experts des pays en développement n'ont pas les compétences requises en matière de publications, qui leur permettraient de présenter correctement leurs informations riches et factuelles suivant le modèle de la plupart des revues scientifiques, et sont souvent exclus du processus du GIEC.

Un consensus se dégage de plus en plus concernant la nécessité de mettre en place un mécanisme susceptible de garantir que les données locales contenues dans les Communications nationales et autres documents associés sont utilisées dans le cadre de l'évaluation du GIEC



GCCA Intra-ACP Programme
An initiative of the ACP Group of States funded by the European Union



afin d'assurer la crédibilité de ce processus. La présente Note de concept répond au souci du Groupe des États ACP et du Secrétariat ACP de renforcer les capacités de ses États membres afin de leur permettre de présenter leurs communications et leurs recherches factuelles sous forme de publications scientifiques évaluées par les pairs, en vue de leur inclusion dans le prochain rapport d'évaluation du GIEC. Pour ce faire, elle définit un certain nombre de stratégies permettant d'élaborer une publication spéciale consacrée aux petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (PEID ACP). Cette publication proposera une étude comparative des Communications nationales des différents pays concernés à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. L'accent sera spécifiquement mis sur l'évaluation des données scientifiques, des effets de l'activité humaine, des stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des politiques d'adaptation ainsi que sur l'identification des différentes lacunes, afin d'améliorer la contribution des pays en développement ACP au prochain rapport du GIEC. Il s'agira initialement de recenser les connaissances des régions Afrique, Caraïbes et Pacifique du Groupe ACP, en matière de changement climatique.

Portée

La publication spéciale portera sur les principaux domaines examinés dans le cadre du processus de négociation, et sera structurée autour des domaines thématiques du GIEC. Les enjeux scientifiques et politiques qui sous-tendent le processus de négociation constitueront un domaine essentiel à évaluer.

Approche

Une équipe d'experts sera identifiée dans les trois régions ACP. Elle rassemblera l'ensemble des Communications nationales et les publications pertinentes au niveau des pays, en vue d'extraire des informations judicieuses qui seront résumées et étayées par des éléments factuels. Ce contenu sera aligné sur le modèle des enjeux scientifiques et politiques, qui occupent une place centrale dans le processus de négociation et revêtent un intérêt prioritaire pour les États ACP. Il sera ensuite présenté dans une publication de haute qualité répondant aux critères fixés par le GIEC. Un document général établi par l'équipe éditoriale restreinte servira de base pour formuler les contributions dans le cadre de cette activité.

Contributions

Le financement initial devrait provenir, en principe, du programme AMCC+. Le financement à long terme sera assuré par le programme intra-ACP de l'AMCC. Le premier atelier se déroulera au Secrétariat ACP. Les ateliers suivants pourraient être organisés dans les régions ACP.

Une équipe de rédacteurs et d'évaluateurs scientifiques ainsi qu'une équipe chargée de la collecte de données et d'informations seront constituées pour mener à bien le processus de publication. Les experts retenus proviendront des régions ACP et collaboreront avec des experts internationaux, le cas échéant. Les organes de la CCUNCC (équipes d'expert - Groupe d'experts des PMA, SBSTA et SBI, etc.) pourraient constituer l'équipe d'expert.

Calendrier

Le calendrier sera étroitement aligné sur celui du GIEC afin de faire en sorte que les documents soient établis à temps et incorporés ensuite dans le rapport d'évaluation du GIEC. Le calendrier s'articulera autour des activités suivantes:

Nomination des représentants aux réunions de cadrage du GIEC consacrées aux Rapports spéciaux et au sixième cycle d'évaluation; et

Nominations des auteurs pour les rapports spéciaux du GIEC et le sixième cycle d'évaluation.

Le calendrier complet, comprenant les différentes échéances, est disponible à l'adresse suivante:

http://ipcc.ch/activities/pdf/ar6_WSPSchedule_07072016.pdf



Résultats

Le présent exercice devrait aboutir à l'élaboration d'une publication spéciale consacrée aux régions ACP, avec un accent particulier sur chaque PEID. Son contenu s'articulera autour des enjeux scientifiques et techniques, et éclairera les processus de la CCNUCC et des ODD, afin de garantir des négociations sur le changement climatique axées sur des données fiables et des questions revêtant un intérêt particulier pour les Etats membres ACP.

